



**Consultation du public sur le Projet de décret relatif à la stratégie bas-carbone et aux budgets carbone
19/02/2020**

Contribution de « Sauvons le Climat »

La SNBC : un conte pour enfants sages ?

La SNBC est un inventaire à la Prévert de tous les miracles écologiques qui devrait faire de la France un modèle pour les gouvernements de la planète. Faut-il le croire ?

C'était déjà ce qui était promis dans les versions antérieures : mais la réalité montre la difficulté qu'a la France à tenir ses promesses. Le résultat, bien médiocre, ressort clairement des données statistiques du gouvernement qui donne l'évolution des émissions de CO₂ en millions de tonnes liées à la combustion d'énergie de 2014 à 2018 (Corrigées des Variations Climatiques) : un encéphalogramme plat !

| Année | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Millions de tonnes CO ₂ | 326 | 329 | 322 | 325 | 315 |

(bilan-énergie-2018-données-définitives-décembre 2019)

IL N'Y A PAS DE PILOTE

En effet France Stratégie a publié en 2019 un document capital, sur « La valeur de l'action pour le climat » qui promeut une valeur tutélaire du carbone pour évaluer les investissements et les politiques publiques. Traduit plus simplement nous pensons que les actions envisagées devraient être évaluées en fonction du coût de la tonne de CO₂ évitée, toutes externalités incluses.

Dans le rapport on ne trouve ainsi qu'une accumulation d'objectifs quantifiés, souvent peu réalistes, pour un panel extensif de technologies, sans en évaluer le rapport coût/bénéfice ou, faute de pouvoir le faire, sans porter un œil critique sur les perspectives hasardeuses de l'ADEME, du SER ou d'associations environnementales porteuses d'idéologies globalisantes. Forcer sur les ressources naturelles conduit généralement à un désastre écologique

UNE INCOHÉRENCE ASSUMÉE

Bas carbone dites-vous ? La SNBC gobe sans hésitations les objectifs de la LTECV et de la PPE, même quand ils ne sont clairement pas en faveur du climat. Avons-nous entendu ses rédacteurs s'offusquer de l'arrêt de Fessenheim (5 millions t/an de CO₂ évités), ou s'inquiéter de l'arrêt programmé de 12 autres réacteurs alors qu'environ 80 GW de capacités pilotables seront ôtées du réseau de l'Ouest européen d'ici 2035. La SNBC doit-elle considérer qu'une loi, même quand ses attendus sont opposés aux intérêts du pays, doit être aveuglément acceptée, ou doit-elle alerter le gouvernement sur ses incohérences.

LA SNBC DOIT PENSER CLIMAT ET NON INVENTAIRE DE TECHNOLOGIES PLUS OU MOINS HYPOTHÉTIQUES

Il est clair que l'électricité est un atout pour notre pays, et la SNBC le reconnaît puisqu'elle note page 54 : « *le contenu unitaire en émissions de tous les produits est plus faible lorsque ceux-ci sont produits en France. Cette différence est notamment due à l'importance relative de la production d'électricité d'origine nucléaire dans le mix énergétique. Cette électricité bas carbone, consommée pour la production de tous les biens et services contribue à amoindrir leur contenu unitaire en gaz à effet de serre* ».

C'est bien dit, mais le reste du texte l'ignore et surtout ignore le prix pour les familles et les entreprises de la politique proposée : l'électricité est condamnée à devenir coûteuse et la qualité de fourniture (stabilité du réseau) est menacée. Le surinvestissement dans ce domaine est colossal (voir l'Allemagne qui a augmenté de 80 % sa puissance installée pour une consommation presque inchangée (+ 6 à 8 %)).

Or le maintien d'un prix de l'électricité compétitif est essentiel pour décarboner les transports, le chauffage et l'industrie. Associée à un développement raisonnable de la biomasse (ce qui est proposé pour le biogaz et les biocarburants est irréaliste compte tenu des ressources raisonnablement accessibles), et à un effort d'efficacité supportable économiquement, l'électricité nous remettrait sur la bonne voie. En effet notre infrastructure (transports et bâti) est historique et laisser croire qu'une réduction massive des consommations est réaliste est au mieux une erreur ou au pire une manipulation d'opinion. Il sera impossible par exemple d'amener le bâti historique sous les niveaux 3 ou 4 de l'étiquette énergétique et seule la substitution d'énergies non carbonées aux énergies carbonées peut mettre au bon niveau l'étiquette climatique avec les technologies d'optimisation des consommations les plus rentables. De même pour les transports faire croire qu'en 20 ans la voiture sera remplacée par les circulations dites « douces » et des transports en communs généralisés (et qui réclament des investissements considérables) est illusoire : la population aura besoin de transports individuels qui reposeront sur une électricité décarbonée, disponible en toutes saisons.

CONCLUSION

Toute action doit être évaluée en fonction des gains d'émissions apportés et de leurs coûts. Compte tenu de l'urgence climatique (c'est un phénomène cumulatif et une tonne évitée aujourd'hui sera 10 fois plus efficace qu'une tonne évitée dans 10 ans), nous devons développer ce qui est le plus efficace du point de vue du climat et supportable économiquement par les familles et les entreprises. Nous devons préserver nos atouts et non les détruire sur la base de scénarios hypothétiques, de modèles manipulés sur des bases idéologiques, et de rêves technologiques encore loin d'être garantis (hydrogène, énergies marines, méthanation, ...).

Les rédacteurs de la SNBC doivent se montrer indépendants, refuser les dictats de la LTECV, modelée par des parlementaires souvent incompétents et/ou manipulés, et conseiller l'état avec fermeté. On en est loin.

ET POURTANT NOUS SOMMES CONVAINCUS QU'UNE STRATÉGIE BAS CARBONE EST INDISPENSABLE : RENDONS-LA CRÉDIBLE !